

AMNISTIE INTERNATIONALE, SECTION
CANADIENNE FRANCOPHONE

Rapport financier

31 décembre 2016

Rapport de l'auditeur indépendant	1 - 2
Résultats	3
Évolution de l'actif net	4
Situation financière	5
Flux de trésorerie	6
Notes complémentaires	7 - 13
Renseignements complémentaires	
Annexe A - Salaires et charges sociales	14
Annexe B - Charges de locaux	14
Annexe C - Dépenses de bureau	14
Annexe D - Sollicitations / Actions	14
Annexe E - Financement	14
Annexe F - Campagnes	15
Annexe G - Information	15
Annexe H - Administration	15
Annexe I - Vie démocratique	15
Annexe J - Frais de banque et Visa	16
Annexe K - Soutien aux militants, victimes	16
Annexe L - Immobilisations corporelles et site Web	16

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil d'administration de
AMNISTIE INTERNATIONALE, SECTION CANADIENNE FRANCOPHONE,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de AMNISTIE INTERNATIONALE, SECTION CANADIENNE FRANCOPHONE, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2016 et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Rapport de l'auditeur indépendant (suite)

Fondement de l'opinion avec réserve

Comme de nombreux autres organismes de ce genre, l'Organisme obtient une partie de ses produits sous forme de dons pour lesquels il n'est pas possible de vérifier l'intégralité de façon satisfaisante. Par conséquent, notre audit de ces produits s'est limitée aux montants comptabilisés dans les comptes de l'Organisme et nous n'avons pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux montants des produits provenant de dons, de l'excédent des produits (charges) et des flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, de l'actif aux 31 décembre 2016 et 2015 et de l'actif net aux 31 décembre 2016 et 2015. Nous exprimons, par conséquent, une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016 en raison des incidences possibles de cette limitation de l'étendue des travaux.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve » les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de AMNISTIE INTERNATIONALE, SECTION CANADIENNE FRANCO-PHONE au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

A handwritten signature in black ink that reads "Stéphanie Raymond". The signature is written in a cursive style. To the right of the signature is a small number "1".

Montréal, Québec
Le 20 avril 2017

Société de comptables professionnels agréés, S.E.N.C.R.L.

¹ CPA auditeur, CGA, permis de comptabilité publique n° A131058

Résultats

Exercice clos le 31 décembre	<i>Budget</i> <i>(note 3)</i>	2016	2015
Produits			
Dons des particuliers	1 630 972 \$	1 546 732 \$	1 554 927 \$
Legs	40 000	5 000	29 302
Subvention - Amnesty International Limited	190 000	190 000	-
Carte Visa (note 10)	49 000	45 070	69 163
Cotisations de groupe	6 000	4 535	6 181
Contributions – réunions nationales	5 000	7 482	8 789
Ventes	8 000	6 530	8 012
Dons institutionnels	90 000	104 394	93 142
Abonnements AGIR	8 000	9 314	10 286
Événement - bénéfice	6 000	29 870	10 492
Événement – marathon d'écriture (note 11)	-	30 100	133 900
Intérêts	15 000	26 366	20 687
Autres sources	5 000	12 218	10 963
Revenu de location	26 000	20 670	19 800
	<u>2 078 972</u>	<u>2 038 281</u>	<u>1 975 644</u>
Charges			
Contribution annuelle internationale	240 287	229 867	230 264
Salaires et charges sociales (annexe A)	653 250	599 554	538 657
Charges de locaux (annexe B)	126 700	124 746	125 783
Dépenses de bureau (annexe C)	39 150	43 394	37 430
Sollicitations / Actions (annexe D)	432 547	435 002	530 471
Financement (annexe E)	187 500	134 360	101 248
Événement – marathon d'écriture (note 11)	-	31 425	133 900
Campagnes (annexe F)	94 000	74 033	58 761
Information (annexe G)	163 500	152 981	152 190
Administration (annexe H)	15 713	13 838	10 534
Vie démocratique (annexe I)	33 700	38 656	47 183
Frais de banque et Visa (annexe J)	30 000	27 859	30 976
Soutien aux militants, victimes (annexe K)	24 000	24 974	19 957
Imprévu	20 000	-	-
	<u>2 060 347</u>	<u>1 930 689</u>	<u>2 017 354</u>
Excédent des produits (charges) avant immobilisations corporelles et site Web	18 625	107 592	(41 710)
Immobilisations corporelles et site Web (annexe L)	<u>18 625</u>	<u>20 513</u>	<u>19 099</u>
Excédent des produits (charges)	<u>Néant \$</u>	<u>87 079 \$</u>	<u>(60 809)\$</u>

Évolution de l'actif net

Exercice clos le 31 décembre	2016	2015
Solde au début	381 396 \$	442 205 \$
Excédent des produits (charges)	<u>87 079</u>	<u>(60 809)</u>
Solde à la fin	<u>468 475 \$</u>	<u>381 396 \$</u>

Situation financière

31 décembre	2016	2015
Actif à court terme		
Encaisse	331 371 \$	194 227 \$
Débiteurs (note 4)	41 926	33 029
Publications et stocks divers	6 137	11 670
Frais payés d'avance	8 704	8 491
Portion court terme des placements (note 5)	11 103	-
	<u>399 241</u>	<u>247 417</u>
Placements (note 5)	397 603	404 716
Immobilisations corporelles (note 6)	147 399	144 893
Site Web	7 080	14 640
	<u>552 082</u>	<u>564 249</u>
Total de l'actif	951 323 \$	811 666 \$
	<u><u>951 323 \$</u></u>	<u><u>811 666 \$</u></u>
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 8)	262 848 \$	175 270 \$
Portion exigible de la dette à long terme (note 9)	20 000	35 000
	<u>282 848</u>	<u>210 270</u>
Dette à long terme (note 9)	200 000	220 000
	<u>482 848</u>	<u>430 270</u>
Total du passif	482 848	430 270
Actif net		
Non affecté	468 475	381 396
	<u>468 475</u>	<u>381 396</u>
Total du passif et de l'actif net	951 323 \$	811 666 \$
	<u><u>951 323 \$</u></u>	<u><u>811 666 \$</u></u>

Pour le conseil d'administration

..... Administrateur

..... Administrateur

Flux de trésorerie

Exercice clos le 31 décembre	2016	2015
Activités de fonctionnement		
Excédent des produits (charges)	87 079 \$	(60 809)\$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles et du site Web	20 513	19 099
Intérêts réinvestis	(3 990)	(3 297)
	103 602	(45 007)
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés au fonctionnement		
Débiteurs	(8 897)	(7 590)
Publications et stocks divers	5 533	5 320
Frais payés d'avance	(213)	(341)
Créditeurs et charges à payer	87 578	43 969
	187 603	(3 649)
Activités d'investissement		
Acquisitions de placements	-	(12 609)
Réalisation de placements	-	11 820
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(15 459)	(1 525)
	(15 459)	(2 314)
Activités de financement		
Nouvelle dette à long terme	-	200 000
Remboursement de la dette à long terme	(35 000)	(35 000)
	(35 000)	165 000
Augmentation nette de l'encaisse	137 144	159 037
Encaisse au début	194 227	35 190
Encaisse à la fin	331 371 \$	194 227 \$

Notes complémentaires

31 décembre 2016

1. Statuts constitutifs et nature des activités

AMNISTIE INTERNATIONALE, SECTION CANADIENNE FRANCOPHONE est un organisme sans but lucratif constitué selon la partie III de la *Loi sur les compagnies du Québec*, le 27 octobre 1977.

À titre d'organisme de bienfaisance enregistré, au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, l'Organisme peut émettre des reçus pour dons de bienfaisance.

Ses objectifs sont les suivants :

- hors de toute considération politique, agir pour faire libérer et pour assister les personnes qui, en violation de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, sont emprisonnées, détenues, restreintes dans leur liberté du fait de leurs convictions politiques ou religieuses, ou pour toute autre raison de conscience ou encore à cause de leur origine ethnique, de leur couleur, de leur langue, à condition qu'elles n'aient pas prôné ou utilisé la violence (prisonnier d'opinion);
- s'opposer par tous les moyens appropriés à ce que des prisonniers d'opinion ou politiques soient détenus à la suite d'une procédure ne présentant pas toutes les garanties exigées pour un procès équitable ou sans avoir fait l'objet d'un jugement dans un délai raisonnable;
- s'opposer à l'application et à l'exécution de la peine de mort, à la torture et aux autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, pour les prisonniers ou toutes personnes, détenues ou restreintes dans leur liberté qu'elles aient ou non prôné ou usé de violence.

2. Conventions comptables

Référentiel comptable

L'Organisme applique les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL) de la Partie III du *Manuel de CPA Canada - Comptabilité*.

Constataions des apports et des produits

L'Organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports (dons, legs et subventions). Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Les cotisations sont constatées aux produits au prorata de la période couverte.

Les ventes sont comptabilisées lorsque les clients prennent possession de la marchandise.

Les produits pour les événements sont constatés au moment de l'événement.

Les revenus de loyer sont constatés mensuellement dès qu'ils sont exigibles.

Les revenus de ristournes - cartes de crédit, de contributions - réunions nationales et d'intérêts sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés.

Les revenus d'abonnements AGIR sont constatés sur la base de l'exercice auquel ils se rapportent.

Notes complémentaires

31 décembre 2016

2. Conventions comptables (suite)

Contributions sous forme de services par les bénévoles

Les bénévoles consacrent de nombreuses heures par année à aider l'Organisme à assurer la prestation de ses services. En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur des apports reçus sous forme de services, ceux-ci ne sont pas constatés dans les états financiers.

Apports reçus sous formes de services

Les apports reçus sous forme de services sont comptabilisés à titre de produits et de charges lorsqu'ils peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnable.

Publications et stocks divers

Les stocks sont évalués au moindre du coût (déterminé selon la méthode du coût moyen) et de la valeur nette de réalisation.

Mobilier, équipement informatique, site Web et améliorations locatives

Le mobilier, l'équipement informatique, le site web et les améliorations locatives sont comptabilisés au coût. Le mobilier, l'équipement informatique et le site Web sont amortis en fonction de leur durée utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 5 ans. Les améliorations locatives sont amorties selon la durée du bail selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 25 ans.

Les immobilisations corporelles et le site Web sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils n'ont plus aucun potentiel de service pour l'Organisme. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède la valeur résiduelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa valeur résiduelle.

Instruments financiers

- Évaluation

L'Organisme évalue initialement ses instruments financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans des conditions de concurrence normale. Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers de l'Organisme se composent de l'encaisse, des créances et des placements.

Les passifs financiers de l'Organisme se composent des fournisseurs et charges à payer et de la dette à long terme.

- Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé au résultat net. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée au résultat net.

Notes complémentaires**31 décembre 2016****2. Conventions comptables (suite)***Utilisation d'estimations*

La présentation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés, sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels ainsi que sur les montants des produits et des charges comptabilisés. Les éléments significatifs des états financiers qui requièrent davantage l'utilisation d'estimations incluent la charge d'amortissement. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

3. Budget

Les chiffres présentés sous la colonne « Budget » à l'état des résultats et aux renseignements complémentaires sont fournis à titre d'information seulement et ne sont pas audités. Ce budget a été approuvé par les membres du conseil d'administration, le 30 janvier 2016.

4. Débiteurs

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Créances	3 848 \$	11 963 \$
Intérêts à recevoir	14 901	8 660
Taxes de vente à recevoir	<u>23 177</u>	<u>12 406</u>
	41 926 \$	33 029 \$
	<u><u> </u></u>	<u><u> </u></u>

5. Placements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
15 000 parts permanentes Desjardins, taux de 3,5 %, d'une valeur nominale de 10 \$ chacune	150 000 \$	150 000 \$
Certificats de dépôt, taux variant entre 1,5 % et 1,85 %, échéant entre juin 2017 et juin 2020	46 006	45 366
Prêt à la Maison du Développement Durable, taux de 4,33 %, renégociable en 2017 plus un taux d'intérêt composé équivalent à l'inflation, échéant en avril 2037	<u>212 700</u>	<u>209 350</u>
	408 706	404 716
Portion à court terme	<u>11 103</u>	<u>-</u>
	397 603 \$	404 716 \$
	<u><u> </u></u>	<u><u> </u></u>

Notes complémentaires**31 décembre 2016****5. Placements (suite)***Investissement dans la Maison du Développement Durable (MDD)*

L'Organisme est membre de la MDD depuis le 2 juin 2011. À titre de membre, l'Organisme a investi en 2012 un montant de 200 000 \$ dans la MDD portant intérêt au taux de 4,33 %, encaissable annuellement, renégociable en 2017. Ce placement porte également un intérêt annuel additionnel composé dont le taux est équivalent à celui de l'augmentation annuelle de l'indice des prix à la consommation.

Le placement de 200 000 \$, les intérêts composés et l'accumulation de valeur seront encaissables à l'échéance du bail. Dans le cas d'une terminaison de bail avant terme, le montant devra être remboursé par la MDD ou par le nouveau membre de la MDD.

6. Immobilisations corporelles

	<u>2016</u>		<u>2015</u>
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
			Valeur nette
Mobilier et équipement informatique	86 618 \$	65 114 \$	21 504 \$
Améliorations locatives	<u>159 675</u>	<u>33 780</u>	<u>132 284</u>
	246 293 \$	98 894 \$	147 399 \$
	<u><u> </u></u>	<u><u> </u></u>	<u><u> </u></u>

7. Avance bancaire

L'Organisme dispose d'une marge de crédit de 20 000 \$ portant intérêt au taux de 6,95 % au 31 décembre 2016.

8. Crédoiteurs et charges à payer

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Fournisseurs et charges à payer	207 339 \$	134 183 \$
Salaires et charges sociales	43 677	35 645
Sommes à remettre à l'État	<u>11 833</u>	<u>5 442</u>
	262 848 \$	175 270 \$
	<u><u> </u></u>	<u><u> </u></u>

Notes complémentaires**31 décembre 2016**

9. Dette à long terme	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Emprunt d'Amnesty International Canada English Speaking (AICES), sans intérêt, remboursable par un versement de 20 000 \$ en 2017	20 000 \$	30 000 \$
Emprunt d'Amnesty International Limited, intérêt selon le taux au plus élevé de 2,5 % ou taux LIBOR + 1 %, remboursable en versements de 50 000 \$ en septembre 2018 et 2019 et décembre 2018 et 2019	200 000	200 000
Emprunt d'Amnesty International Suisse (AICH), sans intérêt, échu en 2016	-	25 000
	<u>220 000</u>	<u>255 000</u>
Portion exigible	<u>20 000</u>	<u>35 000</u>
	<u>200 000 \$</u>	<u>220 000 \$</u>

Les versements en capital exigibles sur la dette à long terme pour les trois prochains exercices sont les suivants :

2017	20 000 \$
2018	100 000 \$
2019	100 000 \$

10. Carte Visa

Ce poste représente les encaissements de dons de 30 560 \$ (36 740 \$ en 2015) effectués par cartes de crédit Visa ainsi que les ristournes obtenues par l'Organisme.

11. Apports reçus sous forme de services

L'Organisme a reçu au cours de l'exercice un don sous forme de services d'une valeur de 30 100 \$ pour la production et la réalisation d'une campagne publicitaire d'affichage pour le marathon d'écriture.

12. Engagements contractuels

Les engagements pris par l'Organisme, en vertu d'un bail pour une durée de 25 ans, s'élèvent à 592 610 \$. Les versements à effectuer au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2017	118 522 \$
2018	118 522 \$
2019	118 522 \$
2020	118 522 \$
2021	118 522 \$

Notes complémentaires**31 décembre 2016**

13. Opérations entre parties liées

Les opérations effectuées dans le cours normal des activités avec Amnesty International Limited sont mesurées à la valeur d'échange qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties. Au cours de l'exercice, l'opération suivante a eu lieu avec Amnesty International Limited :

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charges		
Contribution internationale	<u>229 867 \$</u>	<u>230 264 \$</u>

AMNISTIE INTERNATIONALE, SECTION CANADIENNE FRANCOPHONE est liée à Amnesty International Limited du fait que les lignes directrices de sa mission sont tracées par cette dernière et qu'elle doit lui rendre compte de ses activités.

14. Instruments financiers*Risques et concentrations*

L'Organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de l'Organisme aux risques à la date de l'état de la situation financière, soit au 31 décembre 2016.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'Organisme sont liés aux créances. Au 31 décembre 2016, les créances sont à recevoir de particuliers et d'entités qui respectent les politiques de crédit qui leur sont accordées.

Au 31 décembre 2016, aucune créance n'a été dépréciée (aucune en 2015).

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'Organisme éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'Organisme est exposé à ce risque principalement en regard de ses fournisseurs et charges à payer et sa dette à long terme.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risques : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. L'Organisme est exposé principalement au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché. L'Organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe (placements et un emprunt) qui assujettissent l'Organisme à un risque de juste valeur.

Notes complémentaires**31 décembre 2016**

15. Événements postérieurs à la date de l'état de la situation financière

Le 1^{er} janvier 2017, la Maison du Développement Durable (MDD) et ses locataires ont convenu de modifier leurs baux. Selon ces modifications, l'Organisme deviendra propriétaire des locaux qu'il occupe actuellement à la fin du bail. L'immeuble a été comptabilisé le 1^{er} janvier 2017 pour un montant de 705 006 \$ et est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 45 ans. À la même date, une obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition d'un montant de 705 006 \$ a été comptabilisée à la dette à long terme. Les versements mensuels minimums exigibles en vertu du bail d'une durée de 20 ans sont de 5 374 \$.

16. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés conformément à la présentation des états financiers de l'exercice.

Renseignements complémentaires

Exercice clos le 31 décembre	<i>Budget</i> <i>(note 3)</i>	2016	2015
Annexe A – Salaires et charges sociales			
Salaires	554 973 \$	510 016 \$	449 345 \$
Charges sociales et formation	73 643	69 316	69 190
Contribution au régime de retraite	24 634	20 222	20 122
	<u>653 250 \$</u>	<u>599 554 \$</u>	<u>538 657 \$</u>
Annexe B – Charges de locaux			
Loyer	109 000 \$	111 206 \$	107 606 \$
Assurances	7 000	6 840	5 382
Fournitures et entretien de bâtiment	2 000	709	2 356
Taxes	8 000	5 690	9 722
Location de salles	700	301	717
	<u>126 700 \$</u>	<u>124 746 \$</u>	<u>125 783 \$</u>
Annexe C – Dépenses de bureau			
Téléphone et Internet	14 000 \$	13 737 \$	14 192 \$
Services Internet	1 150	1 203	879
Fourniture de bureau	5 000	6 461	4 937
Poste (bureau)	17 000	22 280	15 570
Créances douteuses (recouvrées)	-	(287)	883
Divers	2 000	-	969
	<u>39 150 \$</u>	<u>43 394 \$</u>	<u>37 430 \$</u>
Annexe D – Sollicitations / Actions			
Publipostages	117 047 \$	121 208 \$	133 921 \$
Opération – Dialogue direct	310 500	312 055	393 072
Autres	5 000	1 739	3 478
	<u>432 547 \$</u>	<u>435 002 \$</u>	<u>530 471 \$</u>
Annexe E – Financement			
Opération P2P	48 000 \$	31 373 \$	15 482 \$
Conversion don mensuel	122 500	91 320	70 397
Démarches autres donateurs	17 000	11 667	12 342
Mobilisez votre monde	-	-	3 027
	<u>187 500 \$</u>	<u>134 360 \$</u>	<u>101 248 \$</u>

Renseignements complémentaires

Exercice clos le 31 décembre	<i>Budget</i> <i>(note 3)</i>	2016	2015
Annexe F – Campagnes			
Campagne janvier	30 000 \$	28 718 \$	26 184 \$
Campagne mars	3 000	1 321	207
Campagne septembre	3 000	3 031	7 823
Campagnes autres	45 000	32 488	14 983
Déplacements et représentation	1 000	1 621	1 033
Événements et activités	12 000	6 854	8 531
	94 000 \$	74 033 \$	58 761 \$
Annexe G – Information			
Achats de publications	2 000 \$	588 \$	1 199 \$
Impression de documents	3 000	3 614	6 689
Traduction	4 000	3 568	5 222
Publicité et promotions	7 000	3 342	6 998
Développement du Web	81 000	77 751	71 361
Médias	2 000	801	-
Dépliants	7 000	2 722	2 519
Revue AGIR	32 000	37 543	32 917
Achats de matériel promotionnel	8 000	10 925	11 990
Abonnements et cotisations	2 500	2 382	1 949
Location et équipements	15 000	9 745	11 346
	163 500 \$	152 981 \$	152 190 \$
Annexe H – Administration			
Honoraires d'audit	10 000 \$	11 676 \$	10 426 \$
Gestion	3 713	-	-
Frais MDD	2 000	2 162	108
	15 713 \$	13 838 \$	10 534 \$
Annexe I - Vie démocratique			
Réunions internationales	10 000 \$	13 103 \$	23 142 \$
Réunions nationales	22 000	23 088	22 210
Colloques et séminaires	700	416	56
Déplacements et représentation	1 000	2 049	1 775
	33 700 \$	38 656 \$	47 183 \$

Renseignements complémentaires

Exercice clos le 31 décembre	<i>Budget</i> <i>(note 3)</i>	2016	2015
Annexe J – Frais de banque et Visa			
Visa	10 000 \$	8 665 \$	9 090 \$
Cartes de crédit	5 000	2 673	5 911
Frais de banque	15 000	11 507	13 468
Intérêt sur prêt à long terme	-	5 014	2 507
	<u>30 000 \$</u>	<u>27 859 \$</u>	<u>30 976 \$</u>
Annexe K – Soutien aux militants, victimes			
Opération – Téléphone	- \$	1 381 \$	1 162 \$
Coordination groupes locaux ristourne	1 000	367	960
Appui – Groupes militants	1 000	575	1 285
Formation	13 000	12 613	7 305
Soutien aux réfugiés	2 000	-	975
Soutien aux victimes et aux défenseurs	4 000	2 000	1 000
Déplacements et représentation	3 000	8 038	7 270
	<u>24 000 \$</u>	<u>24 974 \$</u>	<u>19 957 \$</u>
Annexe L – Immobilisations corporelles et site Web			
Amortissement des immobilisations corporelles et du site Web	18 625 \$	20 513 \$	19 099 \$